

<http://lepcf.fr/Depuis-Jospin-Sarkozy-Hollande-Macron-Tous-pour-l-industrie>



# Depuis Jospin, Sarkozy, Hollande, Macron... tous pour l'industrie ?

- Comprendre... - Economie -



Date de mise en ligne : jeudi 25 janvier 2018

---

Copyright © Faire Vivre le PCF ! - Tous droits réservés

---

**Depuis l'aveu d'impuissance de Lionel Jospin en 1999 réagissant aux 7.500 licenciements de Michelin suivant les 3.500 de Renault à Vilvoorde, les hommes politiques de droite et de gauche, comme on dit chez les macronistes, ne jurent que par la « réindustrialisation » de la France. Lionel Jospin avouait « il ne faut pas tout attendre de l'état », le justifiant par « je ne crois pas qu'on puisse administrer l'économie, tout le monde admet le marché ». Rien n'a changé ! Sarkozy, Macron, Hollande ou Mondebouurg pensent que le marché doit décider... et il décide ! La différence, c'est qu'ils veulent tous nous convaincre qu'avec eux, l'état agit pour l'industrie, avec les multinationales pour Sarkozy et Hollande, avec les « premiers de cordée » pour Macron... Petit rappel historique pour juger de leur efficacité...**

## Ils parlent tous de l'industrie...

### Sarkozy et l'industrie

En 2008, Nicolas Sarkozy lance les états généraux de l'industrie et le "grand emprunt" de 35 milliards pour tracer les grandes lignes d'une « nouvelle politique industrielle de la France », pour « augmenter la production industrielle de 25% ». Le grand emprunt est placé sous l'égide conjointe d'Alain Juppé et Michel Rocard, une anticipation de la macronie... Sarkozy affirme « Si on ne garde pas les usines, on n'aura pas d'emplois ». Il affirme « L'Etat préfère investir pour moderniser le site, plutôt que de payer (...) pour accompagner des gens soit en préretraite soit au chômage ».

**Bilan 2007-2012 de Sarkozy ?** Baisse de la production industrielle, fermeture définitive de Gandrange, 4.300 suppression d'emplois chez Airbus, fermeture de Michelin à Toul avant celle de Continental et Molex... Le cabinet Trendeo estime au total entre fermetures et ouvertures une perte de 329 sites industriels et l'INSEE annonce 350.000 emplois industriels en moins de 2007 à 2012...

### Hollande et l'industrie

Hollande porte le grand emprunt à 45 milliards et crée la banque publique d'investissement avec l'ambition de la « nouvelle France industrielle »... que pilote Arnaud Montebourg... Il lance 34 « plans de reconquête industrielle avec les entreprises »... « à la confluence d'une triple transition, énergétique et écologique d'abord, numérique et digitale ensuite, technologique et sociétale enfin ». L'annonce est forte « un potentiel de 480.000 emplois à dix ans ». Un des chantiers est « l'usine du futur ». Après la robotisation, certains parlent de la 4ème révolution de la transition numérique, ce qui conduit au slogan « industrie 4.0 ».

Tous le reconnaissent, la France est en retard avec moins de 35.000 robots de production contre plus de 150.000 en Allemagne et près de 65.000 en Italie. Mais le plan « Usine du futur » permettra « à la France d'être au rendez-vous du prototypage rapide, de la convergence des réseaux sociaux, de l'hyperconnexion des entreprises, des interfaces homme-machine, de la robotique, de la réalité augmentée, du numérique, de l'impression 3D, de l'intelligence artificielle et du design ». Rien que ça ! Et l'université doit répondre aux attentes des entreprises. Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, annonce la mise en place de l'agenda stratégique « **France Europe 2020** » « pour transformer les avancées de la recherche en création d'emplois et nouvelles filières économiques... ».

Exit Montebourg trop agité, Macron prend la main comme ministre de l'économie et concentre le plan industrie sur 10 solutions où l'usine du futur joue un rôle central. Il est (déjà) célébré par l'usine nouvelle qui assiste « *au grand retour de l'Etat industriel (...) actionnaire avisé et stratège, le ministre veut depuis Bercy peser sur le destin de la France et de son industrie* ». Macron lance sa loi de libéralisation de nombreuses activités (les cars Macron) et du droit du travail, facilitant notamment les plans de restructurations, avant d'entamer la casse du droit du travail avec la loi El Khomri...

**Bilan 2012-2017 de Hollande avec Montebourg puis Macron ?** La production industrielle stagne, fermeture de Florange, dernier haut-fourneau lorrain, de PSA Aulnay, de Goodyear Amiens, de Alstom Belfort, de Petroplus... Alstom Energy est bradé à General Electric qui devait créer 1.000 emplois et annonce un plan de 2.000 suppressions un an après. Le cabinet Trendeo estime une perte de 278 sites industriels et l'INSEE annonce 100.000 emplois industriels en moins de 2012 à 2016...

### Macron devenu président de la république

Macron termine ce qu'il avait commencé sous Hollande avec ses ordonnances travail, multiplie les annonces, les anglicismes, parlant toujours des promesses pour demain et taisant les dures réalités d'aujourd'hui, tourné vers la modernité pour rendre ringard ce qui est détruit. Création de la « *French Tech* », qui doit permettre de construire la "French Fab", mise en avant des start-up devenues le "coeur" de l'économie. Tout pour ceux qui créent qui « *sont tout quand tant d'autres ne sont rien* », priorité aux "premiers de cordée" qui sont supposés tirer le reste... Mais ceux qui créent ne sont pas les chercheurs ou ingénieurs qui produisent les innovations mais subissent les restructurations de leurs laboratoires. Les "créateurs" sont ceux qui mobilisent des capitaux pour entrer dans la société des riches, comme cette ubérisation dont la vraie innovation est de jeter les règles de droit du travail, fiscal, de la concurrence.

Le vide du discours macronien prend parfois des aspects humoristiques comme cette déclaration du ministre Mounir Mahjoubi « *La French Tech est un programme où l'on a fait des innovations très neuves mais qui pourraient être encore plus neuves en 2018* ». Et si son dernier "speed-dating" avec les grands patrons du monde est une réussite médiatique terriblement efficace pour le mettre en scène, il accouche d'une souris, 3,5 Milliards à comparer aux 250 milliards d'investissements annuels des entreprises françaises qui sont insuffisants ! Mieux, ces annonces sont presque toutes des projets qui étaient déjà lancés ! Ne nous laissons pas impressionner. Si la communication fonctionne, Macron comme les autres sera confronté au réel du chômage et de la précarité.

Pour le bilan, il faut donc attendre et si la petite reprise économique de 2017 profite à l'industrie, elle ne fait que retrouver ses niveaux d'activité d'avant 2008. Selon l'étude annuelle gouvernementale "chiffres clés de l'industrie", fin 2017, l'industrie a encore perdu 20.000 emplois sur 2017, et la saignée dans le grand nord-est continue ! De plus, les risques de bulles financières s'accumulent et le FMI alerte pour 2018 sur de nouveaux risques de crise majeure.

### Des annonces pour masquer les échecs...

Ces effets d'annonce ne se limitent pas à la France et concernent toutes les politiques publiques et notamment l'emploi. Rappelons-nous le Conseil européen de Lisbonne en mars 2000 qui voulait faire de l'Europe « *l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010* ». Résultat, en 2017, un vice-président de la commission européenne déclare « *l'Europe est en retard, il va donc falloir agir et agir vite* ».

Et qui se souvient des promesses pour Maastricht en 1992 ? Rocard « *la monnaie unique, ce sera moins de chômeurs et plus de prospérité* », Aubry « *l'Europe, ce sera plus d'emplois, plus de protection sociale et moins d'exclusion* », Sapin « *Le traité d'union européenne se traduira par plus de croissance, plus d'emplois, plus de*

solidarité », Giscard « *une croissance économique plus forte, donc un emploi amélioré* ». Parfois, ils se lâchent... Sapin « *Si vous voulez que la Bourse se reprenne, votez OUI à Maastricht !* ».

Pour ceux qui ne se laissent pas impressionner par ces effets d'annonces, qui tiennent compte de l'expérience, pour tous ceux qui refusent de diviser le peuple entre modernité technologique et archaïsme social, il faut étudier plus en profondeur le discours économique dominant sur l'industrie.

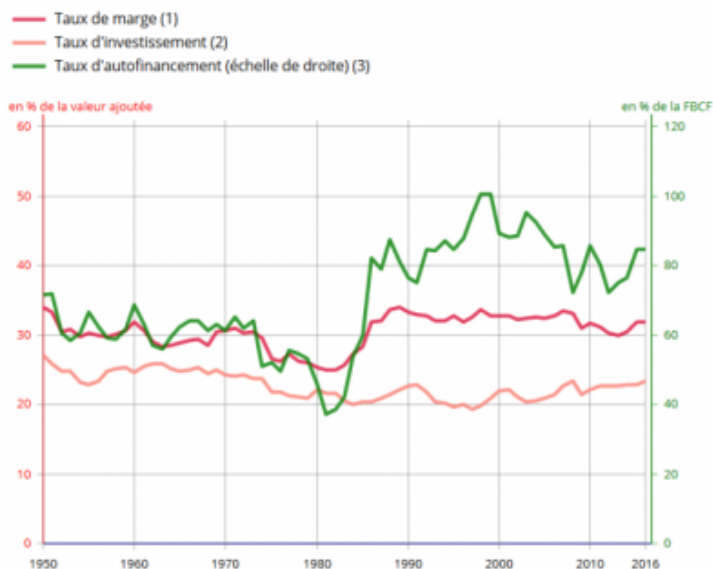
## Critique des politiques publiques pour l'industrie

Toutes les politiques publiques font face à une contradiction. Elles disent répondre à l'intérêt général en acceptant les décisions du marché, c'est à dire en se soumettant aux investisseurs, à la rentabilité de leur capitaux, à leur intérêt privé qui se traduit donc au final en dividendes, primes de départ, retraite chapeau, parachutes dorés... sans parler d'évasion ou d'optimisation fiscale ! Elles reposent sur le célèbre "théorème de Schmidt" qui privilégie les profits, et conduit à la recherche de "spécialisation" autour de quelques innovations.

### Les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois...

Ce "théorème de Schmidt" affirmé en 1974 par le chancelier allemand, « *Les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain* » est souvent présenté comme une évidence. Or il est constamment démenti ! Les profits ne se transforment pas en investissement, mais en dividendes et luxe pour ceux qui les détiennent. Ils sont à la racine de l'écartèlement des revenus entre les salariés dont les revenus stagnent au mieux, et les 1% des plus riches, et même les 0,1% dont les revenus explosent !

Taux de marge, d'investissement et d'autofinancement des sociétés non financières en 2016



(1) : excédent brut d'exploitation (EBE) / valeur ajoutée brute (VA).  
(2) : formation brute de capital fixe (FBCF) / valeur ajoutée brute (VA).  
(3) : épargne brute / formation brute de capital fixe (FBCF).  
Champ : France, sociétés non financières, hors entreprises individuelles.  
Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

### Historique du taux investissement des entreprises en France

En fait, l'investissement mondial est largement tiré par la croissance chinoise, c'est à dire par d'énormes investissements publics dans les infrastructures, "modèle chinois" que reprennent d'autres pays en développement. Par contre, le niveau d'investissement des entreprises françaises reste historiquement bas. Il stagne depuis les années 90, à moins d'un quart de la valeur ajoutée, loin de son niveau des années 60, malgré la forte progression du taux de marge dans les années 80 !

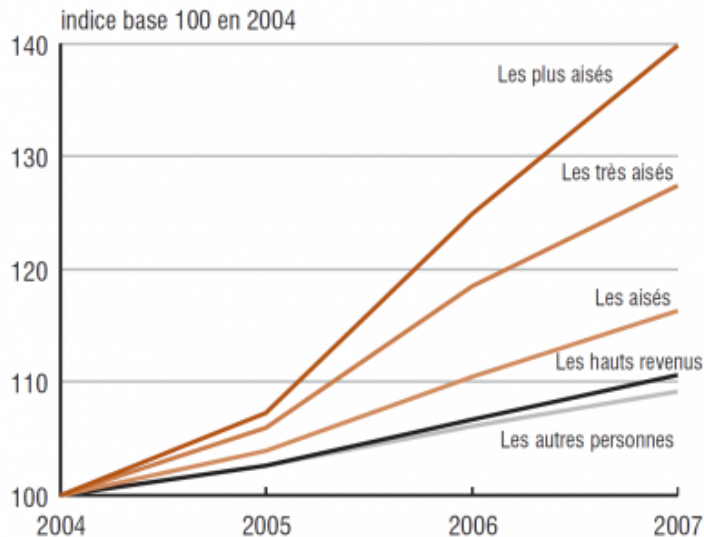
## Depuis Jospin, Sarkozy, Hollande, Macron... tous pour l'industrie ?

En 1996, le patron des patrons de l'époque, Yvon Gattaz, le père, avait promis 600.000 emplois pour obtenir la fin de l'autorisation administrative de licenciement. Son fils Pierre Gattaz, lui aussi patron des patrons, en a promis 1 million pour obtenir la loi El Khomri, puis la loi Travail ! Tout le monde sait que ce sont des mensonges éhontés !

Quand François Hollande présente son pacte de responsabilité « *plus grand compromis social depuis des décennies* », il veut retrouver la croissance et créer des emplois par « *la poursuite de l'allègement du coût du travail* ». Le patron des patrons en profite immédiatement pour demander un allègement de 50 milliards d'euros du coût du travail et d'autant de baisses d'impôts sur les entreprises ! Mais s'il a bien eu les allègements, personne n'a vu de progression des investissements !

C'est pourquoi le débat public ne peut se limiter à réclamer comme des personnalités de gauche début 2017 de « *réorienter l'économie française vers les activités industrielles* » et que « *la finance qui continue d'étouffer l'industrie, soit remise à sa place* ». La question est de savoir qui décide des investissements, qui décide de l'utilisation des profits, et dans ce cadre quel rôle l'état peut jouer.

Ce n'est pas la finance mais l'industrie qui a produit Serge Tchuruk, brillant polytechnicien devenu dirigeant de Alcatel avant d'organiser la désindustrialisation d'Alstom, inventeur de l'industrie sans usines (sic !). Il a pris sa retraite avec 5,7 millions d'euros après avoir fait chuter l'action Alstom et supprimé des milliers de postes... Son successeur Patrick Kron bradera Alstom à Général Electric après avoir multiplié les plans de licenciements et s'offrira une prime de retraite de 10 millions ! Des broutilles pour Jack Welch, gourou de l'industrie US qui dirigeait General Electric et bat le record avec une prime de retraite de 417 millions de \$ ! Connus pour imposer aux patrons de ses filiales de licencier chaque année 10% des salariés les moins performants, il a licencié 100.000 personnes, et gagné le surnom de "Neutron man", la bombe à neutrons de l'emploi. Les actionnaires sont heureux, le cours des actions explose ! 20 ans plus tard, le groupe multiplie les cessions et restructurations, le cours de bourse divisé par trois... le modèle est en panne !



**Evolution des revenus par tranche de population** Lecture : le revenu moyen des plus aisés a progressé de 40% en 3 ans.

les plus aisés, les 0,01% les plus riches, les hauts revenus, les 10%...

Source : DGFIP, exhaustif fiscal 2004 à 2007, calculs Insee.

Ces exemples confirment le cœur du sujet. Qui décide ? ceux qui négocieront des parachutes dorés ? Si on jugeait les patrons sur leur bilan pour l'intérêt général, il faudrait en virer beaucoup ! Sauf que les actionnaires seuls juges ne voient que leurs dividendes ! Tant que ces "capitaines d'industrie" peuvent être des "dictateurs" de l'économie, aucune chance que l'intérêt général l'emporte. Toutes les mesures politiques qui cherchent à leur faciliter la vie ne feront qu'amplifier leur tendance naturelle au court terme, au résultat financier, à la priorité aux dividendes sur l'investissement. Au contraire, ce sont bien les droits des salariés, des collectivités locales, de l'état qui doivent être renforcés, ce qui conduit à poser la question des nationalisations. De tels groupes, qui décident d'investissements

stratégiques, qui décident de l'emploi pour des milliers de familles, ces grands groupes doivent être soumis à l'intérêt général, donc nationalisés !

### La spécialisation intelligente contre le développement des savoir-faire

Il ne faut jamais oublier que la concurrence n'est pas seulement celle des travailleurs, mais aussi celle des capitalistes, qui doivent chercher chacun leur place dans la mondialisation, d'où la notion de "spécialisation intelligente". Car la concurrence vise à faire émerger les "meilleurs" en laissant mourir les autres. Comme on ne peut pas être meilleur partout, il faut se "spécialiser". Mais ce ne sont ni les capacités et savoirs-faire existants, ni les besoins sociaux ou territoriaux qui décident ! La "main invisible" est supposée plus intelligente qu'aucune volonté politique. Pour choisir les créneaux où l'aide publique permettra aux créateurs d'entreprises de réussir, on ne demande pas aux chercheurs, ingénieurs, techniciens, encore moins aux ouvriers ! La "main invisible" est toujours la voie des chefs d'entreprises, actionnaires, financiers et des experts qui vivent de subventions publiques, des lobbys de la commission européenne.

Cela conduit au choix de quelques secteurs jugés stratégiques, vers lesquels tout est tourné, pôles de compétitivité, appels à projets. Et tant pis pour les savoir-faire qui ne sont pas dans la bonne spécialisation... ils n'ont qu'à aller ailleurs. Au niveau universitaire, ce sont les LABEX, laboratoires d'excellence, qui ont des financements, à côté des nombreux laboratoires qui voient leurs moyens publics se réduire, à la recherche désespérée de financements privés qui fondent aussi...

Prenons l'exemple du discours de la métropole de Lyon sur l'avenir de la vallée de la chimie vers les *cleantech* ou *écotechnologies* pour évoluer « *vers une chimie durable, accompagner la mutation des entreprises vers les énergies renouvelables pour répondre aux enjeux environnementaux* ». Pour ses promoteurs, « *On prévoit la création de 25% de postes supplémentaires, d'ici 2030. On va avoir besoin de compétences de plus en plus ciblées* ». Mais quid de la main-d'oeuvre ouvrière présente ? Que deviennent les métiers historiques de la vallée de la chimie ? Et qui va produire ce qui est produit aujourd'hui dans la vallée, et où ? La réponse « *Pour ne léser personne, on investit dans le retraitement des déchets, les transports, la logistique et l'agroalimentaire* » dit en fait qu'on veut créer des emplois très qualifiés pendant que l'industrie lourde va être restructurée et ses emplois ouvriers iront se reconverter... Quel bilan pour l'emploi, pour nos savoir-faire ?

C'est la limite du projet typique de "Fabrique de l'innovation", au coeur du campus LyonTech-la Doua *pour développer l'offre de services à l'innovation à destination des entreprises et des industriels du territoire*. La promesse d'une « *filiale de paysage productif unique en France et la réalisation d'un projet d'usine énergétique métropolitaine, pour faire émerger des projets de biomasse, de dépollution ou de fertilisation des sols sur des terrains délaissés ou contraints par le Plan de Prévention des Risques Technologiques...* » ne peut que se heurter à une grande inconnue, les stratégies des industriels ! Et personne n'a fait le bilan des productions délocalisées de la vallée, des rachats et reventes d'activité...

Pourtant, la vallée de la chimie n'a pas attendu le plan métropolitain pour développer ses recherches. Au contraire, c'est un vivier de brevets sur la pétrochimie, la chimie, la pharmacie, mais que deviennent ces brevets ? Les actionnaires les vendent pour qu'ils soient exploités ailleurs. Au contraire, les salariés voudraient s'en servir pour mieux répondre aux besoins en développant les savoir-faire...

Les salariés, des ouvriers aux ingénieurs peuvent porter une autre approche du développement, fondé sur la réponse aux besoins et la coopération. Car on a besoin tous les jours de la pharmacie, de la parfumerie, de matériaux divers dans les biens d'équipements de la maison, de l'automobile, de la construction. L'économie devrait avoir pour objectif de répondre à ces besoins.

Loin de la "spécialisation intelligente", une stratégie industrielle devrait reposer sur le développement des compétences dans leur diversité, car c'est souvent leur croisement qui permet l'innovation. A force de se spécialiser, on s'affaiblit ! Un proverbe de chercheur le fait bien comprendre... on peut toujours chercher à améliorer la bougie, on n'invente jamais l'ampoule électrique !

### **L'innovation, l'industrie en pleine transformation vers « l'industrie 4.0 »**

L'innovation scientifique et technique est évidemment un facteur de développement, mais sans investissement en production, l'innovation reste en laboratoire, ou comme une activité rentabilisée par la gestion de brevets, à l'exemple de la vallée de la chimie lyonnaise...

Pourtant l'industrie mondiale connaît une vague d'investissement pour « *l'usine du futur* » intégrant robots, numérique, plateforme de services... Une étude du cabinet Trendeo liste 3.600 projets pour 2.270 G\$ d'investissements et 1,2 millions d'emplois créés. Le projet type crée 250 emplois pour 100MEuros, avec beaucoup de petits projets et quelques très grands. L'industrie 4.0 représente 12% de l'investissement mondial total de 19000GEuros. Mais la France n'est pas dans les 20 premiers pays destinataires (qui sont Inde, USA, Chine, UK...) et n'est qu'au 16ème rang des pays investisseurs, avec 80% de ses investissements dans quelques grands projets de l'énergie, en Angleterre et en Angola... La France fait 3,2% du PIB mondial, mais 1,3% de l'investissement ! Pourtant, les innovations ne manquent pas en France !

En 2014, le Groupement des industriels concernés lançait le manifeste *Industrie 4.0 - L'Usine connectée*. Les fournisseurs des équipements industriels connectés sont prêts (Schneider Electric., Siemens, Bosch Rexroth, ABB...). Leur syndicat professionnel appelle à « *stopper la chute des investissements industriels pour passer à l'industrie 4.0* ». Le message est fort, « *Replacer la modernisation de l'appareil productif au coeur du projet de réindustrialisation de la France. Et viser l'industrie 4.0. De toute urgence* ».

L'étude du cabinet Roland Berger est terrible. « *Hormis les grands groupes, à la pointe des technologies de production, et de rares secteurs comme l'aéronautique, l'usine France a laissé son outil industriel dépérir [...], l'industrie française a baissé ses investissements de 40 milliards d'euros en dix ans. Résultat, le parc de machines français s'est réduit de 410.000 unités en 1998 à 388.000 en 2013, et a vieilli, l'âge moyen passant de 17,5 à 19 ans, et le nombre de machines de moins de dix ans baissant de 20 000 unités* ». L'inverse de l'Allemagne. Ces professionnels appellent à une relance des investissements subventionnés par des réductions de charges sous condition d'investissement. Mais c'est un domaine où la concurrence est vive ! Le consortium allemand "Industry 4.0" a choisi le standard OPC UA comme norme de communication entre équipements dans son modèle d'usine du futur, standard peu utilisé en France. La commission européenne dit vouloir faire un plan pour éviter une guerre des normes...

Mais si les investissements se font attendre, les discours ne manquent pas ! Pour promouvoir l'industrie, les « *Assises du produire en France septembre 2017* » mettent en avant le label "Origine France Garantie", sous l'égide de Bruno Le Maire et Yves Jégo, encore une photo symbole macronien de gauche et de droite ! Le directeur de l'institut de l'industrie interroge « *La France s'affirme chaque jour davantage comme le leader de l'innovation technologique, en particulier, grâce à la French Tech. Saura-t-elle fabriquer demain les produits qu'elle invente ?* »



Alors qui sont ceux qui depuis des décennies décident des investissements industriels et donc en fait des désinvestissements ? A commencer par ce grand groupe allemand Bosch, qui était très présent en France il y a 10 ans et qui conduit une stratégie de long terme de désinvestissement en France au profit en Europe de l'Allemagne et de l'Europe de l'Est. On arrive à Vénissieux à cette situation ubuesque où la métropole de Lyon fait une conférence de presse avec la direction du groupe pour évoquer la réindustrialisation de ce site vers l'"industrie 4.0" pendant que ce groupe termine de fermer ses activités et annonce la cession du foncier !

Pourtant la mobilisation des salariés avec le soutien de maire PCF de Vénissieux avait conduit à une table ronde où le préfet déclarait « *On vous a donné en Crédit d'impôt compétitivité (CICE) et en Crédit d'impôt recherche (CIR) plus que vous n'investissez, (...) Et en retour, vous voulez licencier sur le site de Vénissieux. Je n'accepte pas, il y a pas de raison que j'y perde autant. Nous attendons un retour sur investissement, sur le territoire* ». Déclaration forte mais sans effet, aucun investissement n'a été annoncé par le groupe...

Si on en prend les données du cabinet Trendeo, pour recréer 500 emplois industriels sur ce site, il faudrait un investissement de quelques centaines de millions. Le groupe Bosch réalise chaque année plus de 4 milliards de résultat net sur un chiffre d'affaire de 75 milliards. C'est donc à sa portée ! Il investit d'ailleurs chaque année près de 2 milliards en Allemagne et... seulement 50 millions en France ! Et qui mieux que lui, leader du domaine et déjà sur place, pourrait investir sur l'"industrie 4.0" ?

## Une autre organisation de l'économie

Le groupe Bosch a certainement sa logique comme toutes les multinationales, ses décisions ne sont certainement pas irrationnelles. S'il est insensible au charme macronien du retour de la France attractive, c'est qu'il fait un choix et la bonne question à se poser, c'est de savoir si les seuls qui peuvent faire des choix sont les multinationales !

Face à la logique du marché, qui est la logique de l'intérêt privé, il faut promouvoir une autre logique, de coopération, de complémentarité, de développement des savoir-faire. C'est le contraire de ce que propose le patronat, le gouvernement, la plupart des régions et des métropoles qui cherchent à défendre leur place dans le grand marché, à se "spécialiser" sur des créneaux supposés porteurs d'innovations.

Si on veut pouvoir décider d'investissements majeurs, de stratégies de développement de certaines technologies, de certaines innovations, si on veut s'appuyer sur les savoir-faire qui existent et chercher comment les valoriser... alors il faut que la puissance publique, l'intérêt général, puissent décider d'une partie significative des investissements... Et pour que la puissance publique ait les moyens de décider, il faut nationaliser les grands groupes clés du



développement économique d'un pays....